

Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2013



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dettes financières de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -59,31 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2013 s'élève à -59,31 Md € contre -56,68 Md € à fin juin 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une hausse des

dépenses (+8,60 Md €) en partie compensée par une hausse des recettes du budget général (+4,95 Md €). Le solde des comptes spéciaux s'améliore de 1,02 Md € par rapport à juin 2012.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 155,13 Md €

Les principales dépenses du mois

- ✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,28 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;
- ✓ Mission **Défense** : 3,38 Md € dont 1,98 Md € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » et 0,97 Md € au titre du programme « Equipement des forces » ;
- ✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,83 Md € dont 0,44 Md € pour le programme « Recherche spatiale » ;

- ✓ Mission **Sécurité** : 1,55 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,82 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,72 Md € ;
- ✓ Mission **Travail et emploi** : 1,32 Md € dont 0,71 Md € au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ».

Les dépenses nettes à fin juin 2013 s'élèvent à 155,13 Md € contre 146,53 Md € à fin juin 2012 à périmètre constant. Cette hausse est essentiellement due aux dépenses de fonctionnement (+6,78 Md € dont 3,26 Md € de dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité et 1,62 Md € d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement) ainsi qu'aux dépenses de personnel (+1,19 Md €).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 111,58 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*) :

- Impôt sur les sociétés (hors CSB)** : 11,49 Md € (notamment dus à l'encaissement du 2nd acompte au 15 juin) ;
- TVA** : 10,17 Md € ;
- Autres impôts directs et taxes assimilées** : 5,32 Md € (dont 2,28 Md € d'impôt de solidarité sur la fortune et 1,53 Md € de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux et le prélèvement sur les bons anonymes) ;

Impôt sur le revenu : 4,16 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales : -5,05 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,65 Md €.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 145,59 Md €

Elles s'élevaient à 136,61 Md € à périmètre constant à fin juin 2012, soit une augmentation de 8,98 Md €. Cette hausse concerne notamment l'IR (+4,08 Md €) et l'IS (+2,04 Md €). On note également l'augmentation des autres impôts directs et taxes assimilées par rapport à 2012 (+2,07 Md €). En effet, l'échéance d'impôt de solidarité sur la fortune intervenue ce mois-ci, a rapporté 1,03 Md €

de plus que l'an passé. Les recettes diverses ont également augmenté (+2,11 Md €) notamment en raison de la création de la contribution additionnelle à l'IS sur les montant des dividendes distribués (+1,05 Md €) et de la contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance (+0,86 Md €).

Recettes non fiscales : 5,49 Md €

Les recettes non fiscales à fin juin 2013 s'élèvent à 5,49 Md € contre 6,98 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique par la baisse du montant des redevances d'usage des fréquences radioélectriques (recette exceptionnelle en 2012 relative à la procédure d'attribution d'autorisations

d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine). On note ce mois-ci, l'encaissement de 1,64 Md € de dividendes et recettes assimilées (dont 1,38 Md € de dividendes Banque de France).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -41,07 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -41,07 Md € à fin juin 2013 contre -38,72 Md € à fin juin 2012. Cette évolution est essentiellement

due à la hausse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 2,17 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -15,76 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,34 Md € et des recettes pour 11,63 Md € (notamment dus aux acomptes de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et de cotisation foncière des entreprises au 15 juin). Le compte « **Participation de la France au désendettement de la Grèce** » enregistre des recettes d'un montant de 1,01 Md € correspondant à la contribution spéciale versée par la Banque de France et 0,60 Md

€ de dépenses relatives au versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet Etat des revenus perçus par la Banque de France sur les titres grecs détenus en compte propre. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 0,79 Md € correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 0,69 Md € de recettes au titre de l'abondement relatif à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux.

Au 30 juin 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -15,76 Md € contre 16,78 Md € en juin 2012.

Dettes financières de l'Etat au 30 juin : 1 463,90 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 85,59 Md €) et les BTF (émissions nettes de

8,20 Md €). Le montant des BTAN a diminué de 21,72 Md € depuis le début de l'exercice.



☞ La contribution de sécurité immobilière

Prévue par l'ordonnance 2010-638 du 10 juin 2010, la suppression du statut des conservateurs des hypothèques est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

Auparavant le conservateur des hypothèques intervenait pour les activités fiscales de la conservation comme un comptable public (perception des droits d'enregistrement et de mutations notamment). En revanche, concernant la publicité foncière et selon une loi très ancienne, le conservateur était réputé agir, non pas en tant que fonctionnaire responsable d'un service administratif, mais comme un préposé extérieur à l'administration, civilement responsable des éventuelles erreurs commises dans la tenue des registres ou la délivrance des informations.

Il était, ainsi rémunéré directement par l'usager (le « salaire » du conservateur) et, au moyen de cette rétribution encaissée à titre personnel, il prenait en charge tous les frais, y compris de personnel, du service qu'il dirigeait.

En pratique, le montant payé était directement reversé à l'Etat hormis la part correspondant à la

rémunération du conservateur. Ce produit constituait une recette non fiscale du budget général (« Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques »).

Les conservateurs des hypothèques sont depuis le début de l'année, des administrateurs des finances publiques ne bénéficiant plus d'un statut particulier et les 354 conservations des hypothèques sont devenues des services de la publicité foncière continuant d'exercer les activités fiscale, foncière et patrimoniale de publicité foncière vis-à-vis des usagers.

Le prélèvement sur le salaire des conservateurs est remplacé par une **contribution de sécurité immobilière**. Cette taxe est due par toute personne requérant l'exécution de formalités de publicité foncière et d'enregistrement ainsi que de formalités de publicité des privilèges, des hypothèques et des autres droits sur les immeubles.

Constituant à présent, une recette fiscale, la contribution de sécurité immobilière a rapporté 0,26 Md € depuis le début de l'année 2013.



	Mois	Cumul à fin juin		Renvoi Page
	Jun	2013	2012 retraité 2012 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	13 325	-59 314	-56 681 -56 679	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	20 148	155 132	146 533 146 495	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	28 384	111 580	106 634 106 598	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	4 156	37 361	33 286 33 286	
- IS *	11 487	21 541	19 506 18 168	
- TVA	10 173	66 539	65 968 65 967	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	5 088	-15 762	-16 782 -16 782	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-581	92 817		18
Dettes financières de l'Etat	17 277	1 463 897		19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2013	2012 retraité	2012 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Dépenses de personnel	10 564	61 383	60 195	60 382
Dépenses de fonctionnement	2 965	29 842	23 060	22 857
Charges de la dette de l'Etat	18	19 916	19 134	19 134
Dépenses d'investissement	499	5 666	5 586	5 581
Dépenses d'intervention	5 766	36 209	36 752	36 735
Dépenses d'opérations financières	335	1 125	809	809
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	20 148	155 132	146 533	146 495
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	32 814	145 590	136 605	136 283
Recettes non fiscales	2 010	5 492	6 982	7 268
Prélèvements sur recettes	-6 700	-41 074	-38 720	-38 720
Fonds de concours	260	1 572	1 767	1 767
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	28 384	111 580	106 634	106 598
Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)	35 085	152 655	145 354	145 318
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	8 237	-43 552	-39 899	-39 897
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	920	3 484	1 827	1 827
Solde des comptes de concours financiers	4 004	-19 386	-18 637	-18 637
Solde des comptes de commerce	140	147	13	13
Solde des comptes d'opérations monétaires	24	81	-294	-294
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	5 088	-15 762	-16 782	-16 782
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	13 325	-59 314	-56 681	-56 679



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2013	2012 retraité	2012 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 564	61 383	60 195	60 382
Rémunérations d'activité	5 910	34 776	35 072	35 144
Cotisations et contributions sociales	4 575	26 201	24 712	24 843
Prestations sociales et allocations diverses	80	406	411	395
AUTRES TITRES	9 583	93 749	86 338	86 113
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 965	29 842	23 060	22 857
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 707	15 393	9 649	9 556
Subventions pour charges de service public	1 258	14 449	13 411	13 301
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	18	19 916	19 134	19 134
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	18	19 916	19 134	19 134
Titre 5 - Dépenses d'investissement	499	5 666	5 586	5 581
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	414	4 815	4 732	4 729
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	85	851	854	852
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 766	36 209	36 752	36 735
Transferts aux ménages	1 004	15 301	14 755	14 736
Transferts aux entreprises	1 439	4 857	5 415	5 407
Transferts aux collectivités territoriales	761	4 060	4 193	4 191
Transferts aux autres collectivités	2 561	11 988	12 389	12 401
Appels en garantie	0	3	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	335	1 125	809	809
Prêts et avances	203	233	11	11
Dotations en fonds propres	109	274	195	195
Dépenses de participations financières	23	618	603	603
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 148	155 132	146 533	146 495



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2013		Cumul à fin juin 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	118	152	1 812	1 516	1 446
Action de la France en Europe et dans le monde	77	77	992	948	851
Diplomatie culturelle et d'influence	19	53	596	390	394
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	22	225	178	187
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	14
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	228	283	1 379	1 329	1 291
Administration territoriale	172	155	872	832	801
Vie politique, culturelle et associative	3	70	142	141	147
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	53	57	365	356	343
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)	297	326	1 654	1 602	1 758
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	176	210	818	825	959
Forêt	24	21	231	187	202
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	41	38	253	236	240
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	57	58	353	353	357
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	44	88	1 281	1 743	1 662
Aide économique et financière au développement	1	56	259	745	808
Solidarité à l'égard des pays en développement	43	32	1 022	998	854
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	13	49	2 249	2 215	2 294
Liens entre la Nation et son armée	8	10	51	52	49
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	38	2 115	2 114	2 201
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	0	82	49	44
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	74	45	344	312	298
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	56	28	199	171	163
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	105	101	98
CULTURE	145	185	1 544	1 126	1 151
Patrimoines	33	56	470	308	274
Création	38	42	515	343	389
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	74	87	560	475	488
DEFENSE	3 023	3 375	18 340	21 857	20 698
Environnement et prospective de la politique de défense	100	157	839	974	912
Préparation et emploi des forces	2 028	1 981	12 135	12 437	11 986
Soutien de la politique de la défense	-34	269	1 129	1 454	1 417
Equiperment des forces	928	968	4 237	6 992	6 383
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	83	81	886	479	500
Coordination du travail gouvernemental	42	35	579	199	210
Protection des droits et libertés	7	6	37	38	41
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	34	39	270	242	249
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	596	510	5 455	5 082	5 550
Infrastructures et services de transports	242	148	2 548	2 341	2 800
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	12	14	103	74	88
Météorologie	0	0	159	106	101
Paysages, eau et biodiversité (3)	12	43	161	156	129
Information géographique et cartographique	0	0	70	47	47
Prévention des risques	46	24	131	83	81
Energie, climat et après-mines	19	4	465	448	539
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	265	277	1 816	1 827	1 765



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2013		Cumul à fin juin 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	103	98	762	683	741
Développement des entreprises et du tourisme (3)	53	47	433	361	422
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	37	245	240	236
Stratégie économique et fiscale	14	14	84	82	83
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)	355	353	5 892	3 567	3 619
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	122	100	687	470	485
Aide à l'accès au logement	0	0	4 583	2 506	2 602
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	123	64	163	295	205
Politique de la ville (3)	111	188	458	295	327
Conduite et pilotages des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	53	18	25 475	25 140	19 519
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	18	18	19 916	19 916	19 134
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	3	3	0
Epargne	35	0	677	343	385
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	3 262	3 262	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 284	5 276	33 144	32 777	31 927
Enseignement scolaire public du premier degré	1 582	1 580	9 444	9 440	9 159
Enseignement scolaire public du second degré	2 568	2 563	15 262	15 233	14 970
Vie de l'élève	268	314	2 621	2 534	2 288
Enseignement privé du premier et du second degrés	633	574	3 916	3 790	3 743
Soutien de la politique de l'éducation nationale	147	154	1 186	1 067	1 051
Enseignement technique agricole	84	90	715	714	716
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 027	1 044	5 972	5 824	5 883
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	780	781	4 375	4 303	4 342
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	9	14	71	78	87
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	78	87	483	433	431
Facilitation et sécurisation des échanges	135	142	879	841	842
Entretien des bâtiments de l'Etat	15	10	66	53	65
Fonction publique	11	10	99	116	116
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	85	58	362	235	174
Immigration et asile	80	55	331	223	153
Intégration et accès à la nationalité française	5	3	31	12	21
JUSTICE	559	596	3 662	3 725	3 505
Justice judiciaire	235	253	1 521	1 485	1 393
Administration pénitentiaire	218	252	1 306	1 492	1 398
Protection judiciaire de la jeunesse	54	59	419	371	375
Accès au droit et à la justice	11	6	242	234	229
Conduite et pilotage de la politique de la justice	41	26	170	141	109
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	5	2	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	30	8	658	385	646
Presse	28	5	112	88	237
Livre et industries culturelles	1	2	214	113	120
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	228	116	218
Action audiovisuelle extérieure	0	0	104	68	71



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2013		Cumul à fin juin 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	59	436	1 500	1 159	1 062
Emploi outre-mer	16	385	1 218	837	780
Conditions de vie outre-mer	43	51	282	322	282
POLITIQUE DES TERRITOIRES	29	33	102	112	100
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	23	32	89	103	90
Interventions territoriales de l'Etat	6	2	14	9	10
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	997
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	323
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	745	1 833	17 021	14 172	13 585
Formations supérieures et recherche universitaire	162	174	6 368	6 326	6 203
Vie étudiante	389	230	1 923	1 433	1 458
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6	213	4 372	2 466	2 760
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	267	1 272	902	620
Recherche spatiale	0	435	1 348	1 206	1 044
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	5	380	1 005	1 175	701
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	104	110	396	415	540
Recherche duale (civile et militaire)	59	0	118	59	61
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	27	27	28
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	23	192	161	170
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	112	1 086	4 877	4 316	4 162
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	10	918	3 197	2 965	2 891
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	724	395	403
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	102	102	956	956	868
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	484	543	1 782	1 526	1 696
Concours financiers aux communes et groupements de communes	97	54	395	282	317
Concours financiers aux départements	86	152	357	295	288
Concours financiers aux régions	203	239	752	639	762
Concours spécifiques et administration	98	97	277	310	329
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 935	6 929	41 785	41 764	43 800
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 214	6 207	39 056	39 034	41 528
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	721	722	2 728	2 730	2 272
SANTE	127	299	1 048	725	704
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	87	91	500	349	305
Protection maladie	40	208	548	375	399
SECURITE	1 514	1 545	9 176	8 736	8 600
Police nationale	885	816	4 913	4 648	4 601
Gendarmerie nationale	618	720	4 212	4 039	3 956
Sécurité et éducation routières (3)	11	9	51	49	43



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2013		Cumul à fin juin 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE	24	23	177	180	181
Intervention des services opérationnels	20	20	122	120	86
Coordination des moyens de secours	4	3	56	60	95
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	126	414	11 986	8 000	7 520
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1	1	358	358	345
Actions en faveur des familles vulnérables	43	16	138	104	104
Handicap et dépendance	7	319	10 448	6 627	6 174
Egalité entre les hommes et les femmes	3	4	9	7	5
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	72	74	1 032	905	892
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	14	68	373	319	229
Sport	9	17	209	180	143
Jeunesse et vie associative	5	52	165	139	86
TRAVAIL ET EMPLOI	591	1 322	7 166	5 297	5 037
Accès et retour à l'emploi	371	534	4 200	2 765	2 690
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	161	712	2 537	2 115	1 938
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	13	32	44	42
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	64	397	374	367
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	22 877	27 076	208 856	196 896	190 335

(1) programme créé en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin juin	
	Jun	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 274	38 084	33 892	33 892
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	347	1 043	869	2 207
Impôt sur les sociétés (C)	13 397	32 431	31 363	30 025
Impôt sur les sociétés	13 114	31 716	31 363	30 025
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	283	714	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	5 316	8 555	6 487	6 487
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	51	283	309	309
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	1 530	2 892	3 765	3 765
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	14	14
Impôt de solidarité sur la fortune	2 276	2 542	1 512	1 512
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	33	34	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	71	92	98	98
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	16	35	70	70
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	6	13	8	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	16	11	11
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	42	52	52
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	6	2	2
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	5	3	3
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	29	67	223	223
Recettes diverses	1 292	2 526	420	420
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 080	6 282	6 580	6 584
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 946	91 958	92 020	92 019
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 383	9 000	9 194	8 869
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	20	137	284	284
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	78	85	85
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	4	10	3	3
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	88	584	706	706



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2013	2012 retraité	2012 exécuté
Mutations à titre gratuit par décès	755	3 978	3 559	3 559
Contribution de sécurité immobilière (1)	42	259	325	0
Autres conventions et actes civils	40	238	234	234
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	28	170	183	183
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	8	62	39	39
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	72	74	74
Timbre unique	-77	86	226	226
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	37	222	223	223
Autres droits et recettes accessoires	0	3	2	2
Amendes et confiscations	5	17	18	18
Taxe générale sur les activités polluantes	19	216	317	317
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	14	12	12
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	14	85	85	85
Autres droits et recettes à différents titres	5	6	1	1
Taxe sur les achats de viande	1	1	239	239
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	26	25	25
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	24	25	25
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	27	29	29
Taxe de l'aviation civile	6	42	19	19
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	22	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	161	943	944	944
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	67	345	358	358
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	32	193	198	198
Prélèvements sur les paris sportifs	13	72	58	58
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	30	34	34
Redevance sur les paris hippiques en ligne	8	47	45	45
Taxe sur les transactions financières	58	338	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	4	18	18
Autres taxes	8	67	247	247
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	39 743	187 353	180 405	180 083
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	32 814	145 590	136 605	136 283

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.	Juin			
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 644	2 723	2 592	2 592
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 388	1 388	881	881
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	124	11	11
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	256	1 211	1 700	1 700
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	67	791	2 101	2 101
Revenus du domaine public non militaire	21	128	112	112
Autres revenus du domaine public	3	81	76	76
Revenus du domaine privé	4	24	23	23
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	55	1 333	1 333
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	36	494	528	528
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	21	21
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	3	9	8	8
Produits de la vente de biens et de services (C)	73	453	478	478
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	171	184	184
Autres frais d'assiette et de recouvrement	31	246	253	253
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	3	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	5	28	35	35
Autres recettes diverses	1	5	5	5
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	92	231	270	270
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	55	137	145	145
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	6	10	10
Intérêts des autres prêts et avances	0	21	26	26
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	34	56	70	70
Autres avances remboursables sous conditions	2	4	4	4
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	7	7
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	6	8	8



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2013	2012 retraité	2012 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	42	301	441	441
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	11	142	289	289
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	5	9	9
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	3	15	15
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	29	144	99	99
Frais de poursuite	1	6	28	28
Frais de justice et d'instance	1	1	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
Divers (F)	92	993	1 100	1 386
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	17	178	159	159
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	63	59	59
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	41	5	298
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	15	15	13	13
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	3	1	1
Récupération d'indus	2	17	22	15
Recouvrements après admission en non-valeur	14	85	90	90
Divers versements de l'Union européenne	0	30	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	10	2	2
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	7	18	14	14
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	9	98	612	612
Produits divers	2	26	68	68
Autres produits divers	6	396	42	42
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 010	5 492	6 982	7 268



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2013	2012 retraité	2012 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 046	-27 259	-27 075	-27 075
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 726	-22 421	-22 178	-22 178
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-8	-6	-6
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-12	-2	-2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-243	-1 373	-1 481	-1 481
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-447	-966	-971	-971
Dotations élu local	-15	-64	-63	-63
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-19	-2	-2
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-5	-5	-35	-35
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	-50	-50
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-1	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-52	-52	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-279	-1 710	-1 684	-1 684
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-197	-428	-344	-344
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-21	-52	-52
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-74	-174	-203	-203
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	-1	-1	-1	-1
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011	-5	-5	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 654	-13 815	-11 645	-11 645
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 700	-41 074	-38 720	-38 720
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	206	1 400	1 654	1 654
Fonds de concours - coopération internationale	53	172	113	113
TOTAL FONDS DE CONCOURS	260	1 572	1 767	1 767

(1) Ligne créée en 2013



unité : million d'€.

	Mois de juin		Cumul à fin juin					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 768	6 688	34 174	28 575	37 658	30 402	3 484	1 827
Aides à l'acquisition de véhicules propres	22	23	116	49	139	118	23	69
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	52	132	626	672	754	682	128	10
Développement agricole et rural	6	3	9	47	102	100	94	53
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	22	31	165	97	184	190	19	93
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	15	47	146	40	639	621	493	581
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	18	47	104	163	177	195	73	32
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	14	0	111	869	0	1 320	-111	451
Participation de la France au désendettement de la Grèce	599	1 006	599	0	1 006	0	407	0
Participations financières de l'Etat	124	61	5 372	860	5 393	572	21	-288
Pensions	4 895	5 339	26 926	25 778	29 228	26 569	2 302	791
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	35	35	35	35
Comptes de concours financiers	8 440	12 444	50 578	44 128	31 192	25 491	-19 386	-18 637
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	150	-60	30	30	-120	90
Avances à l'audiovisuel public	287	133	1 724	1 645	929	873	-795	-772
Avances aux collectivités territoriales	7 342	11 626	43 839	42 142	25 551	24 535	-18 288	-17 607
Avances aux organismes de sécurité sociale	791	685	4 600	0	4 492	0	-108	0
Prêts à des Etats étrangers	19	1	251	394	189	53	-62	-341
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	13	7	0	0	-13	-7
Comptes de commerce	190	330	23 342	22 799	23 490	22 812	147	13
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	70	144	423	363	546	410	123	47
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	13	76	70	73	66	-3	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 418	1 045	1 418	1 069	0	24
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	37	38	169	265	294	290	125	25
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	67	128	21 103	20 921	21 130	20 961	27	40
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	129	119	0	0	-129	-119
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	0	0	0	-2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	8	23	16	29	16	6	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	168	191	743	1 216	824	922	81	-294
Emission des monnaies métalliques	18	48	101	101	99	110	-2	9
Opérations avec le Fonds Monétaire International	143	143	634	1 115	722	806	89	-309
Pertes et bénéfices de change	6	0	8	0	3	6	-5	6
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 565	19 653	108 837	96 718	93 163	79 627	-15 674	-17 091
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 422	19 510	108 203	95 603	92 441	78 821	-15 762	-16 782

(1) Changement de libellé en 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2013
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	353	113	466
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	11
	La Poste	2	0	1
	Autres organismes à caractère financier	201	32	232
	Total organismes à caractère financier	565	145	710
	CEPL			
	Régions	1 425	-861	564
	Départements	5 029	-2 421	2 608
	Communes	20 110	-1 577	18 533
	Hôpitaux	4 252	235	4 488
	HLM	412	-41	372
	Autres CEPL	19 793	-1 313	18 480
	Total CEPL	51 021	-5 978	45 043
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 921	-279	9 641
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	-74	2 287
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 946	-184	2 762	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	137	793	
Total établissements publics nationaux	15 883	-400	15 483	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 141	-2 124	13 017	
Communautés européennes	148	337	484	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	87	-14	74	
GIP	406	140	546	
EPLÉ	1 911	666	2 577	
Autres correspondants	11 271	-94	11 178	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	87	-87	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 763	611	14 374	
Total Dépôts de fonds du Trésor	96 521	-7 408	89 113	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 103	-514	589
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	1 908	1 208	3 116
	Intérêts courus sur comptes à terme	4	-4	0
	Total Comptes à terme	3 015	690	3 705
Total Passif (A)		99 536	-6 718	92 818
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		1	0	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		99 536	-6 718	92 817



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2013
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 386 154	72 068	1 458 222
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	85 586	1 035 325
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	76 128	863 112
- <i>taux variable</i>	142 413	9 248	151 661
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-21 720	248 095
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-22 561	236 952
- <i>taux variable</i>	9 906	807	10 713
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	8 202	174 802
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	235	-1	233
Dettes exigibles	235	-1	233
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-1	233
Autres emprunts (C)	5 796	-354	5 441
TOTAL (A+B+C)	1 392 185	71 712	1 463 897



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.